

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 19 FÉVRIER 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION N° 24/87 CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE CAUE VAR ET LA METROPOLE TPM - ASSISTANCE POUR LA REDACTION D'UN CAHIER DES CHARGES D'ETUDE D'INTEGRATION DES PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES SUR LE SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE DE TOULON		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/87

BUREAU DU 19 FÉVRIER 2024

**O B J E T : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE CAUE VAR
ET LA METROPOLE TPM - ASSISTANCE POUR LA
REDACTION D'UN CAHIER DES CHARGES D'ETUDE
D'INTEGRATION DES PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES
SUR LE SITE PATRIMONIAL REMARQUABLE DE
TOULON**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégation au Président et au
Bureau,

VU le projet de convention joint,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, souhaite développer une politique de transition écologique et énergétique et désire conjuguer cet objectif à la prise en compte du patrimoine architectural et paysager dans le périmètre du Site Patrimonial Remarque (SPR) de Toulon,

CONSIDERANT qu'en application de la convention cadre de partenariat et de coopération scientifique et pédagogique signée le 10 janvier 2020 entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le CAUE Var, la présente convention a pour objet une mission d'assistance à la rédaction d'un cahier des charges d'étude d'intégration paysagère et architecturale, notamment des panneaux photovoltaïques ou des dispositifs d'isolation thermique extérieure,

CONSIDERANT qu'il est proposé une contribution forfaitaire de la part de la Métropole pour cette mission d'accompagnement qui s'élève à la somme de 5 000 euros, dont le versement s'effectuera à hauteur de 50 % au démarrage de l'étude et 50 % au rendu final,

CONSIDERANT qu'il convient d'approuver ladite convention,

CONSIDERANT qu'il convient en conséquence d'autoriser la signature de la convention ci-annexée, de même que tous actes nécessaires y afférents,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ADOPTER le projet de convention ci-annexée.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention ci-annexée.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer l'ensemble des documents afférents à la mise en œuvre de ce dispositif.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de la Métropole 2024, en section d'investissement, opération 713, article 2031.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 19 février 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0



Convention de partenariat

Assistance à la rédaction d'un cahier des charges d'étude d'intégration des panneaux photovoltaïque dans le SPR de Toulon Métropole Toulon Provence Méditerranée

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, dont le siège social est situé 107 boulevard Henri Fabre, 83000 Toulon, représentée par son Président, **Mr Jean-Pierre GIRAN**, mandataire légal, autorisé par décision métropolitaine du bureau métropolitain en date du

N° de SIRET 248 300 343 00076

d'une part,

et

Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement du Var (CAUE VAR), dont le siège social est situé 26 place Vincent Raspail, 83000 Toulon, représenté par son Président **Mr Marc LAURIOL**, mandataire légal, autorisé par délibération du Conseil d'administration du 15 décembre 2022 et par l'article 11 des statuts,

N° de SIRET 330 783 416 00051

d'autre part.

PREAMBULE

L'architecture est une expression de la culture. La création architecturale, la qualité des constructions, leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant, le respect des paysages naturels ou urbains ainsi que du patrimoine sont d'intérêt public. (Article 1 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;

Le CAUE a pour but de promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement avec le souci permanent de les adapter aux particularités locales. Créé à l'initiative du Conseil Départemental, c'est une association à but non lucratif qui exerce une mission de service public ;

Le CAUE poursuit, sur le plan local, les objectifs définis au plan national en vue de promouvoir la qualité de l'architecture et de son environnement (...) ; (article 6 la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;

Le CAUE ne peut être chargé de maîtrise d'œuvre ; (article 7 de la loi sur l'architecture du 3 janvier 1977) ;

Il met à disposition sa connaissance du territoire départemental ;

Le programme d'activité du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et d'Environnement, arrêté par son conseil d'administration et approuvé par l'assemblée générale, prévoit la mise en place possible de conventions d'accompagnement.

Le CAUE a pour mission de développer l'information, la sensibilité et l'esprit de participation du public dans le domaine de l'architecture, de l'urbanisme, de l'environnement et du paysage.

Il contribue, directement ou indirectement, à la formation et au perfectionnement des élus, des maîtres d'ouvrage, des professionnels et des agents des administrations et des collectivités qui interviennent dans le domaine de la construction.

Le CAUE dispose de droit de l'agrément mentionné à l'article L. 1221-1 du code général des collectivités territoriales.

Il fournit aux personnes qui désirent construire ou rénover un bâtiment ou aménager une parcelle, les informations, les orientations et les conseils propres à saisir les enjeux paysagers des sites urbains et ruraux concernés et à assurer la qualité architecturale des constructions, sans toutefois se charger de la maîtrise d'œuvre.

Le CAUE VAR dans un souci permanent de répondre aux missions qui lui sont confiées tout en s'adaptant aux besoins de ses différents publics souhaite aujourd'hui dans des démarches transversales tisser des liens avec l'ensemble des acteurs de la construction des paysages naturel et bâti.

Il est à la disposition des collectivités et des administrations publiques qui peuvent le consulter sur tout projet de paysage, d'urbanisme, d'architecture ou d'environnement.

Ceci exposé, il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA MISSION

La Métropole de Toulon Provence Méditerranée, souhaite développer une politique de transition écologique et énergétique.

Au sein du périmètre du SPR de Toulon, elle désire intégrer dans son règlement les dispositions qui conjuguent cet objectif à la prise en compte du patrimoine architectural et paysager.

Elle sollicite le soutien du CAUE pour établir un cahier des charges pour une mission d'étude de l'intégration paysagère et architecturale, notamment des panneaux photovoltaïques ou des dispositifs d'isolation thermique extérieure.

ARTICLE 2 : CONTENU DE LA MISSION

La mission du CAUE Var portera sur la recherche d'exemples de cahier des charges de missions de ce type et de retour d'expériences des collectivités qui y ont eu recours.

Pour cette mission il actionnera le réseau des CAUE à travers leur fédération nationale pour rechercher des références.

A partir de ces éléments, il proposera des rédactions types de cahier des charges. Ce cahier des charges devra comporter a minima :

- Un volet de connaissance des surfaces de toitures potentiellement mobilisables en fonction de leur surface, leur exposition, leur perception dans le paysage.
- Un volet de reconnaissance des types et styles architecturaux et leur aptitude à supporter des isolations thermiques par l'extérieur (ITE).

ARTICLE 3 : MOYENS MIS EN OEUVRE

Le CAUE Var mettra en œuvre tous les moyens humains et techniques à sa disposition pour réaliser la mission.

ARTICLE 4 : DEROULEMENT DE LA MISSION

Dès la réception de la convention signée par M. Le Président de la Métropole et par le Président du CAUE Var, Le CAUE Var, lancera un sondage auprès de la Fédération Nationale des CAUE.

Une première réunion intermédiaire, permettra de présenter l'analyse des retours d'expériences aux services de la Métropole.

Une réunion finale présentera les propositions de cahiers des charges

ARTICLE 5 : COMMUNICATION AUTOUR DE LA MISSION

La Métropole accepte que le CAUE Var communique sur cette mission à travers ses réseaux sociaux et son site web. La Métropole peut également communiquer autour de cette étude. Le CAUE Var, sur sollicitation, peut fournir des visuels de communication pour alimenter site internet, réseaux sociaux, article presse, journal municipal ...

Si toutefois la Métropole est défavorable à une communication autour de la mission, une formulation écrite doit être envoyée au CAUE Var soit par mail contact@cauevar.fr ou par voie postale.

ARTICLE 6 : CONTRIBUTION A LA MISSION

Une contribution forfaitaire au fonctionnement général du CAUE Var sera versée par la Métropole, dans le cadre et l'esprit des principes énoncés par la loi sur l'architecture conformément à la résolution validée en Conseil d'administration/Assemblée Générale en date du 30 juin 2023. La contribution forfaitaire au regard du seuil démographique s'élève à la somme de 5 000€ (non soumis à TVA).

ARTICLE 7 : DELAIS DE REALISATION

L'étude débutera à la réception de la convention signée et de la notification et à la remise par la Métropole des documents nécessaires à sa réalisation, et se déroulera sur une durée de 6 (six) mois.

ARTICLE 8 : MODALITE DE VERSEMENT

Le versement de la contribution forfaitaire, s'effectuera comme suit, 50% au démarrage de l'étude et 50% au rendu final, dès réception de la facture sur CHORUS PRO, sur le compte bancaire du CAUE Var ouvert dans l'établissement Société Générale, sous les références suivantes :

Code banque : 30003, code guichet : 02100, numéro compte : 000 3727 4905, clé RIB : 60.

ARTICLE 9 : RESILIATION

L'inexécution de tout ou partie de la convention par l'une des parties entrainera sa résiliation, elle pourra intervenir sur la demande motivée et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par l'une ou l'autre des parties contractantes, sans qu'aucune indemnité ne puisse être versée de part et d'autre.

ARTICLE 10 : DROIT APPLICABLE- ATTRIBUTION DE JURIDICTION

La loi française s'applique à la présente Convention. A défaut d'accord amiable préalable entre les parties, toute contestation relative à l'exécution et/ou à l'interprétation de la présente convention relève de la compétence exclusive des juridictions toulonnaises.

Toulon le Fait en 2 exemplaires

Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée
Jean-Pierre GIRAN
Président

Pour le CAUE VAR
Marc LAURIOL
Conseiller Départemental du Var
Président du CAUE Var
Chargé de mission auprès du Président du
Conseil Départemental « aides financières et
techniques aux communes »

